

La crise sanitaire a rendu plus difficile l'accès des femmes à l'eau

Dossier de rédaction de H2o
 Avril 2022

Les mesures d'urgence, telles que le confinement, prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19 ont affecté les capacités des femmes et des filles à répondre à leurs besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. C'est le constat fait par de nombreuses organisations non gouvernementales et des associations plus de deux ans après l'apparition du virus en Afrique. «La COVID-19 a, dans une certaine mesure, influencé négativement l'accès à l'eau des jeunes filles qui avaient pour seule opportunité le milieu scolaire pour avoir accès à l'eau pour leurs besoins personnels et domestiques», affirme Murielle Elouga, chargée de programme Eau, climat, développement et genre à Global Water Partnership - Afrique centrale. «Les femmes souffrant de la COVID-19 ne pouvaient elles-mêmes plus accéder à l'eau comme d'habitude ni assurer la gestion de cette eau pour les besoins domestiques, car elles étaient mises en quarantaine», ajoute-t-elle. Néné Djamilatou, responsable de l'association des femmes notables dans la ville de Ngaoundéré, dans le nord du Cameroun, a été témoin des difficultés des femmes en matière de gestion d'eau pendant la crise sanitaire. «À Ngaoundéré, principalement au quartier Mbideng, il y a des mamans qui n'arrivaient pas à avoir l'eau comme elles le souhaitaient à cause de l'interdiction des mouvements. Elles étaient obligées de se déplacer elles-mêmes pour les points d'eau pour ne pas exposer leurs enfants», confie-t-elle à SciDev.Net. Ces témoignages concordent avec des informations contenues dans un rapport publié au mois de septembre 2021 par l'équipe régionale Afrique de l'Est de WaterAid. Le rapport, constitué d'un travail de recherche mené par Desideria Benini, de l'Université de Leeds en Angleterre, et d'une étude conduite par FEMNET (African Women's Development and Communication Network) en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda est intitulé «The Gender, Equity and Inclusion Dimensions of the COVID-19 WASH Emergency Response». L'étude révèle qu'en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH), les femmes et les filles ont été laissées pour compte dans les réponses d'urgence pour prévenir la propagation de la COVID-19. Ainsi, 52 % des personnes interrogées affirment que les femmes n'ont pas été impliquées dans les prises de décisions contre 7 % qui ont évoqué une faible représentation formelle de celles-ci. Selon les résultats obtenus, 26 % des personnes interrogées estiment que les mesures anti-COVID-19 ont accru la demande en eau et en matériel d'hygiène. Alors que 9 % soutiennent que ces mesures ont entraîné une augmentation du coût de l'eau et 7 % une diminution de la disponibilité de l'eau. Conséquences : la rareté de l'eau ou le manque d'eau a gravement affecté la capacité des filles et des femmes à satisfaire leurs besoins en matière de santé et d'hygiène menstruelles. Interrogée par SciDev.Net, Desideria Benini, souligne que les résultats de ce rapport «indiquent que les femmes des communautés interrogées, en particulier celles qui vivent avec un handicap, sont vulnérables de manière disproportionnée à l'impact de la COVID-19 sur l'accès à l'eau et à l'assainissement». En termes d'accessibilité, 75 % des personnes interrogées signalent que les points d'eau, les installations sanitaires et les stations de lavage des mains sont inaccessibles, indisponibles et peu sûrs pour les femmes, les filles et les personnes handicapées. Pour faire face à ces difficiles situations, plusieurs ont développé des stratégies d'adaptation. Ainsi, 47 % des personnes interrogées ont dit stocker de l'eau dans de vieux récipients. 18 % ont soutenu avoir diminué la consommation de nourriture et d'eau pour minimiser le besoin d'utiliser les installations et les déplacements en groupe étaient préférés par 16 % des personnes interrogées. Desideria Benini rappelle que l'objectif fondamental de son travail était d'aider le secteur des urgences en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène à examiner les crises à travers le prisme du genre, afin d'adopter des réponses qui favorisent l'équité et l'inclusion. L'incapacité à répondre aux besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène n'a pas seulement des conséquences négatives sur la santé. Elle empêche également les femmes de participer à la société sur un pied d'égalité, souligne-t-elle.

SciDev.Net, Bâtrice Longmene Kaze - à AllAfrica à